

Anneliese Depoux
et François Gemenne

Les leçons de la crise du coronavirus pour lutter contre le changement climatique

Les décisions radicales et pourtant acceptées par la population pour endiguer l'épidémie éclairent sur la manière de mener le combat contre le réchauffement de la planète, estime la spécialiste en santé publique et le chercheur en science politique

Face à la crise du Covid-19, de nombreux gouvernements ont fait le choix de mettre en place des mesures radicales pour contenir l'avancée de l'épidémie, avec un impact économique sans précédent, encore difficile à chiffrer aujourd'hui. Même si nous manquons encore de recul, il est prévisible que beaucoup de ces mesures de ralentissement forcé de l'économie ont induit une baisse significative des émissions de gaz à effet de serre.

On estime ainsi que ces émissions ont baissé de 25 % en Chine au cours du mois de février 2020, tandis que le trafic aérien mondial baissait de 4,3 % au cours du même mois – avant même que Donald Trump n'annonce, le 11 mars, l'interdiction pour les Européens de se rendre aux États-Unis.

Paradoxalement, certaines de ces mesures ont même des effets bénéfiques pour la santé publique. La concentration de particules fines a baissé de 20 % à 30 % en Chine pendant la période de confinement, ce qui a vraisemblablement épargné, dans ce pays, un nombre de vies plus important que le coronavirus n'en a coûté : la pollution atmosphérique y est responsable, au bas mot, d'une surmortalité annuelle de 1,1 million de personnes, selon les estimations de l'OMS.

Il sera sans doute difficile d'estimer l'ensemble des effets, à moyen et long terme, de la crise du coronavirus sur le climat. Mais cette crise montre en tout cas une chose : il est possible que des gouvernements prennent des mesures urgentes et radicales face à un danger imminent, y compris des mesures (très) coûteuses. Et il est possible que ces mesures soient acceptées par la population.

Et pourtant, malgré les menaces très graves qui y sont également associées, nous n'avons pas été capables de prendre des mesures similaires pour contrer le changement climatique. Avant la pandémie, et malgré les appels répétés des scientifiques et des activistes pour décréter « l'urgence climatique », les émissions mondiales de gaz à effet de serre continuaient de croître de 1 % par an en moyenne, très loin des objectifs de l'accord de Paris, signé en 2016.

Alors que nous sommes parfaitement capables de traiter la pandémie de Covid-19 pour ce qu'elle est – une urgence absolue, nécessitant des mesures radicales sur la base d'avis scientifiques –, nous sommes à l'évidence incapables de faire de même pour le changement climatique. Pour le dire simplement : nous avons beaucoup plus peur du coronavirus que du changement climatique. Pourquoi ?

Il ne s'agit évidemment pas de dire ici que la peur du coronavirus est exagérée, ou que les mesures prises sont excessives. Au contraire. Simplement de constater qu'il est possible de mettre en place des mesures urgentes et radicales, avec l'accord de la population, et que cette crise recèle de nombreux enseignements pour la manière dont nous communiquons sur le changement climatique. Il nous semble utile d'en relever quatre ici.

Tout d'abord, si la menace du coronavirus nous inquiète autant, et davantage que celle du changement climatique, c'est sans doute d'abord parce que nous craignons de contracter le virus nous-mêmes. Le virus représente un danger concret, proche et immédiat. À l'inverse, nous avons encore l'impression que le changement climatique se produira d'abord pour les autres, dans le futur et ailleurs. Nous ne craignons pas de contagion liée au changement climatique, et nous le traitons donc à distance.

DES BUTS PLUS IMMÉDIATS

Cette distanciation sociale, ce sont nous, chercheurs, qui l'avons en partie créée. Avec des modèles climatiques calibrés sur des horizons à long terme et des cartes qui pointaient vers l'Afrique subsaharienne ou l'Asie du Sud-Est, les présentant comme les régions les plus touchées.

Même si elle reflète une réalité scientifique, cette communication crée une distance entre ceux qui doivent agir pour lutter contre le changement climatique et les impacts de celui-ci. Ce que la crise du coronavirus nous suggère, c'est que nous devrions abandonner les objectifs à long terme pour nous concentrer sur des buts plus immédiats : le but des mesures de confinement ne consiste pas à limiter la

surmortalité dans dix ou vingt ans, mais bien à freiner la propagation de l'épidémie, ici et maintenant. C'est cela qui permet de légitimer les mesures drastiques de confinement.

Ensuite, les impacts du changement climatique sur la santé publique demandent à être davantage mis en évidence. De nombreux travaux montrent que l'argument de santé publique est l'un de ceux qui résonnent le plus fort auprès des populations et qui sont les plus capables d'induire des changements de comportement. Or, on connaît les impacts dramatiques du changement climatique sur la santé, notamment sur les maladies infectieuses. Ces impacts restent insuffisamment soulignés dans notre communication sur le climat.

En troisième lieu, il nous faut aussi nous interroger sur la temporalité des mesures : si celles-ci sont acceptées par la population, à défaut d'être parfaitement mises en œuvre, c'est parce qu'elles sont perçues comme temporaires. Si ces mesures étaient annoncées comme permanentes, nul doute qu'elles généreraient davantage de débat et de contestation.

TRANSFORMATION IRRÉVERSIBLE

Pour cette raison, nous croyons qu'il faut éviter de parler du changement climatique comme d'une « crise » : une crise est par nature éphémère, et suppose ensuite un retour à la normale. Le changement climatique est une transformation irréversible : il n'y a pas de retour à la normale, pas de baisse de la température ou du niveau des océans – en tout cas pas avant très longtemps.

De même, les mesures que nous devons prendre pour endiguer le changement climatique ne peuvent être temporaires : elles devront être des transformations permanentes de nos économies et de nos modes de vie. C'est pourquoi il faut absolument éviter de nous bercer de l'illusion que les mesures prises en réaction au coronavirus pourraient être simplement transposées pour lutter contre le changement climatique : si nous acceptons les mesures drastiques prises pour contrer la pandémie, c'est parce que nous savons qu'elles seront temporaires.

Enfin, l'éducation est souvent présentée comme un outil essentiel de la lutte contre le changement climatique : si tous les citoyens disposaient d'une connaissance suffisante du phénomène, on suppose volontiers qu'ils en prendraient alors la mesure et agiraient en conséquence. Les mesures contre le coronavirus, pourtant, n'ont pas été demandées par les citoyens, mais imposées par les gouvernements, alors que les citoyens n'avaient guère de connaissances médicales ou épidémiolo-

giques. La lutte contre le changement climatique aura également besoin de mesures décidées verticalement : si nous attendons que chacun prenne les mesures qui s'imposent, nous risquons d'attendre longtemps.

Le changement climatique et la pandémie du coronavirus présentent de nombreuses caractéristiques communes : l'ensemble des pays du monde, ou presque, sont touchés, et les scientifiques recommandent la mise en place urgente de mesures drastiques. Dans les deux cas, les réponses mises en œuvre ont d'abord pour but de protéger les plus vulnérables.

En cela, c'est une remarquable leçon de solidarité. Mais cette solidarité reste pour l'instant confinée aux frontières nationales, qui d'ailleurs se ferment de plus en plus : il n'y a pas une gestion mondiale de la crise, mais une myriade de gestions nationales, souvent très différentes d'un pays à l'autre.

Le changement climatique nous demande une solidarité au-delà des frontières, et pas uniquement à l'intérieur de celles-ci : on peut questionner l'utilité de fermer les frontières pour ralentir la propagation du virus, mais il est certain que les émissions de gaz à effet de serre ne s'arrêteront pas aux frontières.

Et surtout, les mesures de lutte contre le coronavirus sont des mesures imposées par l'état de nécessité : nous ne les avons pas choisies, nous les subissons. Les mesures pour lutter contre le changement climatique devront être choisies. Comment passer de l'un à l'autre, du subi au choisi ? Tout l'enjeu est là. Car les réponses à la crise du coronavirus sont aussi un appel à retrouver le sens du commun. Et elles nous montrent qu'il est possible de prendre des mesures radicales et urgentes face à un danger imminent. Puisse-nous en tirer les leçons qui s'imposent dans le combat contre le changement climatique. ■

François Gemenne est chercheur en science politique, directeur de l'Observatoire Hugo - Observatoire mondial des migrations environnementales à l'université de Liège (Belgique) et membre du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
Anneliese Depoux est chercheuse, codirectrice du Centre Virchow-Villermé de santé publique Paris-Berlin, Université de Paris, et membre de l'Initiative Lancet Countdown, groupe international de recherche sur la santé et le changement climatique



LES MESURES
DE LUTTE CONTRE
LE VIRUS SONT
IMPOSÉES PAR L'ÉTAT
DE NÉCESSITÉ :
NOUS LES SUBISSONS.
CELLES QUI
CONCERNENT
LE CHANGEMENT
CLIMATIQUE
DEVRONT ÊTRE
CHOISIES